



ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION
au cœur de la transformation de l'action publique

SUJETS DE PRÉPARATION AUX CONCOURS D'ENTRÉE AUX CYCLES MOYEN SUPÉRIEUR ET SUPÉRIEUR DE L'ENA EN 2026

.....
**UNITÉ PÉDAGOGIQUE :
PECOS**



EXERCICES + CORRIGÉS

AVANT-PROPOS :

Cette série de sujets corrigés par l'équipe pédagogique des PECOS a été rédigée sous la supervision de :

Dr ÉHOUE Assi Blaise, avec la participation de :

BYVAH Thierry Alphonse ;

Dr GNOLEBA Zahoré Martin

Dr KOUASSI Djédjé Sylvestre Éric

Dr TOURE Kany Abiba Nelly Carla

LISTE DES SUJETS CORRIGÉS ENA 2025 :

Sujet 1 : La transition énergétique ne compromet-elle pas la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne ? (plan détaillé)

Sujet 2 : Analyser l'effet de l'intelligence artificielle sur le marché du travail.(plan détaillé).

Sujet 3 : Comparer les politiques budgétaires et les politiques monétaires (plan détaillé) ?

Sujet 4 : Djida E.: « *Chaque jour, il faut se réveiller à 4h30, voire plus tôt, pour espérer ne pas être en retard au boulot. Ce matin, les tableaux de bord des véhicules affichent 10 km/h au compteur. Pourtant, depuis quelques années, l'État ivoirien ne ménage pas ses efforts pour réhabiliter et construire des routes, des ponts, des échangeurs, etc. afin de fluidifier la circulation aussi bien dans le Grand-Abidjan qu'à l'intérieur du pays. La capitale économique ivoirienne vit au rythme d'interminables embouteillages.* »

Extrait de "Le 360 Afrique du 30 Janvier 2025. Auteur, Djidja Emmanuel, <https://afrique.le360.ma/societe/cote-divoire-dans-lenfer-des-embouteillages-dabidjan AEIR433CJJAF7M6TBGEVEJRIEQ/>

Analyser ce phénomène.

EXEMPLES DE SUJETS ENTIÈREMENT RÉDIGÉS :

Sujet 5 : L'investissement dans les infrastructures socio-économiques suffit-il à améliorer significativement le bien-être des populations ? (Sujet ENA, 2023) (entièrement rédigé).

Sujet 6 : Comparer les systèmes économiques capitalistes et les systèmes économiques socialistes (entièrement rédigé).

LISTE DES SUJETS D'EXERCICES PROPOSÉS :

Sujet 7 : L'entrepreneuriat féminin

Sujet 8 : Analyser l'effet de la digitalisation sur l'entrepreneuriat

Sujet 9 : Analyser l'effet des politiques protectionnistes sur la mondialisation

Sujet 10 : Analyser l'effet des politiques de libre-échange sur la mondialisation

Sujet 11: La croissance économique permet- elle d'assurer le développement économique ?

Sujet 10 : D'après un extrait de Zen API (2023) :

« Le déficit de logements en Côte d'Ivoire est un défi majeur. Selon les estimations, près de 600 000 logements font défaut pour répondre aux besoins de la population. Cela signifie que des milliers de familles vivent dans des conditions de surpeuplement, de précarité, voire d'itinérance. Cette problématique est plus aiguë dans les zones urbaines, où la demande en logements est en constante augmentation. ».

Extrait de ZenAPI du 04 Octobre 2023, <https://zenapi.net/crise-du-logement-en-cote-divoire-la-quete-de-solutions/>

Analyser le phénomène illustré dans ce passage.

CORRECTIONS

N.B : Les corrigés indicatifs proposés visent à permettre aux candidats de mieux effectuer un travail préalable à la rédaction de leur devoir. Deux sujets entièrement rédigés-vous sont proposés. Le plan détaillé est également fourni afin de mieux élucider la démarche à suivre. Dans le souci d'amener les candidats à contribuer de façon fructueuse et profitable à leur apprentissage, ils sont invités à traiter les sujets proposés. La présentation sous forme de plan détaillé vise à aider le candidat à mieux structurer les paragraphes. Les candidats ne doivent en aucun cas présenter la version finale de leur travail avec des titres et des sous-titres. Ils doivent se conformer à la méthodologie préconisée. Ils sont tenus également de respecter la présentation typographique indiquée.

SUJET 1 : La transition énergétique ne compromet-elle pas la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne ?

I-ANALYSE DU SUJET :

Les thèmes centraux :

- **la transition énergétique** : Processus par lequel un pays ou une région modifie son mix énergétique pour privilégier des sources d'énergie renouvelables (solaire, éolien, hydroélectrique) en remplacement des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) ;
- **la croissance économique** : désigne l'accroissement soutenu et durable du produit global en terme réel. Il mesure de façon quantitative le niveau de richesse créé au sein d'une économie pendant une période donnée. C'est aussi simplement l'augmentation de la production de biens et services dans une économie, mesurée par l'évolution du produit intérieur brut (PIB constant).

Le cadre géographique : Il s'agit des pays d'Afrique subsaharienne, c'est-à-dire des pays d'Afrique au Sud du Sahara.

L'expression "**ne compromet-elle pas la croissance économique**", veut signifier si la transition écologique n'est-elle un frein pour la croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne.

II-PLAN :

Ce sujet introduit un débat. Il s'agit d'un sujet de discussion. Le sujet étant de type discussion le plan à adopter est le suivant :

I-THÈSE ;

II-ANTITHÈSE.

III- PLAN DÉTAILLÉ

INTRODUCTION 1 :

Selon l'ancien secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon : « La transition énergétique est avant tout une transition vers une économie décarbonée, plus résiliente et plus inclusive ». La transition énergétique, qui consiste à passer d'un modèle énergétique basé sur les énergies fossiles à un modèle plus durable et basé

sur des énergies renouvelables, est au cœur des enjeux mondiaux du XXI^e siècle. De nombreux pays s'engagent dans ce processus pour répondre à des impératifs environnementaux et climatiques. Cependant les pays d'Afrique subsaharienne, confrontés à des défis économiques et sociaux majeurs, s'interrogent sur les répercussions de cette transition sur leur développement économique. Dans ces pays d'Afrique subsaharienne, encore largement dépendants des énergies fossiles pour alimenter leurs économies et répondre à leurs besoins énergétiques de base, se pose la question suivante : la transition énergétique ne risque-t-elle pas de freiner la croissance économique dans ces régions où l'accès à l'énergie demeure encore limité ? Cette présente étude se propose d'analyser les avantages de la transition écologique sur la croissance et se penchera par la suite sur les défis induits par cette transition sur la croissance économique.

INTRODUCTION 2 :

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables devraient atteindre environ 1700 milliards de dollars d'ici 2050, dans le cadre de l'engagement de la transition énergétique mondiale. La transition énergétique, qui consiste à passer d'un modèle énergétique basé sur les énergies fossiles à un modèle plus durable et basé sur des énergies renouvelables, est au cœur des enjeux mondiaux du XXI^e siècle. De nombreux pays s'engagent dans ce processus pour répondre à des impératifs environnementaux et climatiques. Cependant les pays d'Afrique subsaharienne, confrontés à des défis économiques et sociaux majeurs, s'interrogent sur les répercussions de cette transition sur leur développement économique. Dans ces pays d'Afrique subsaharienne, encore largement dépendants des énergies fossiles pour alimenter leurs économies et répondre à leurs besoins énergétiques de base, se pose la question suivante : la transition énergétique ne risque-t-elle pas de freiner la croissance économique dans ces régions où l'accès à l'énergie demeure encore limité ? Cette présente étude se propose d'analyser les avantages de la transition écologique sur la croissance et se penchera par la suite sur les défis induits par cette transition sur la croissance économique.

PLAN DÉTAILLÉ DU DÉVELOPPEMENT

I-LA TRANSITION ÉNERGETIQUE, FACTEUR DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

1.1. La transition économique accroît les performances économiques

- **La création d'emplois dans les secteurs des énergies renouvelables** : Les pays d'Afrique subsaharienne fortement dotées en ressources naturelles (soleil, vent) peuvent développer des activités énormes dans le secteur des énergies renouvelables notamment l'énergie solaire, l'Energie éolienne, le biocarburant etc... Ce qui permettra d'accroître la création d'emploi dans ces secteurs et générer des ressources importantes pour booster la croissance économique. En effet selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la transition vers les énergies renouvelables pourrait permettre de créer **2 millions d'emplois** en Afrique d'ici 2030, notamment dans la fabrication, l'installation et la maintenance des infrastructures énergétiques ;
- **le développement de la transition énergétique stimule l'innovation** dans le développement des technologies plus respectueuses de l'environnement (technologies vertes). Ce qui pourrait accroître les emplois dans le domaine de la recherche et le développement des énergies propres ainsi que dans la gestion de l'efficacité énergétique qui permettront de diversifier les économies et créer des sources de revenus durables ;
- le **développement des produits à haute intensité de protection** de l'environnement assure la compétitivité des produits et des entreprises moins polluantes et facilitera les échanges internationaux, facteur de croissance économique ;
- **L'indépendance énergétique et la réduction des coûts liés aux énergies fossiles** : La transition énergétique permettrait aux pays d'Afrique subsaharienne de réduire leur dépendance aux énergies fossiles importées, souvent onéreuses et sujettes à des fluctuations des prix mondiaux. Ce qui permettra d'accroître la production industrielle à moindre coût et d'améliorer la croissance économique. On note en l'occurrence dans le contexte des pays d'Afrique subsaharienne des pays comme le Nigeria et l'Angola qui demeurent fortement dépendants des exportations de pétrole ou de gaz alors que de

nombreux pays de cette zone importent des combustibles fossiles pour répondre à leurs besoins énergétiques domestiques. En exploitant le potentiel solaire et éolien local, les pays africains pourraient réduire leurs dépenses énergétiques et garantir une **plus grande sécurité énergétique**, gage de croissance économique durable ;

- l'indépendance énergétique obtenue d'une transition énergétique permettra aux pays d'Afrique Subsaharienne (ASS) de réduire les coûts liés aux à l'importation de combustibles fossiles, mais aussi de créer des industries locales liées aux énergies renouvelables. En installant des parcs solaires ou des centrales éoliennes, les pays africains pourraient développer un secteur énergétique résilient, plus rentable à long terme, et libérer des ressources pour d'autres secteurs de développement, comme l'agriculture ou l'industrie.

1.2. La transition économique améliore le développement humain

- **la transition énergétique assure un développement plus durable et un impact positif sur la santé publique capable de booster la croissance économique** : La transition énergétique offre également l'opportunité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de minimiser la pollution. En réduisant l'utilisation des énergies fossiles, les pays d'Afrique subsaharienne pourraient non seulement contribuer à la lutte contre le changement climatique, mais aussi améliorer la **qualité de l'air** et de l'eau, réduisant ainsi les maladies respiratoires et cardiovasculaires liées à la pollution. Cela aurait un impact direct sur la **santé publique**, réduisant les dépenses des gouvernements dans ce domaine et augmentant la productivité des populations.
- le passage à des sources d'énergie plus propres permettrait aussi de réduire la **dépendance aux énergies polluantes** telles que le charbon, souvent utilisé pour la production d'électricité, et d'encourager des systèmes énergétiques plus respectueux de l'environnement et plus durables sur le long terme. Ce qui améliore le bien-être des citoyens et consolide leur santé, facteur de croissance économique selon la théorie du capital humain.

- **la transition énergétique améliore la biodiversité** en ralentissant l'usage à outrance des énergies fossiles et en conservant les espèces tout en poursuivant les objectifs de croissance économiques.

Transition : Bien que la transition énergétique procure des avantages énormes en termes de croissance économique, elle peut également s'accompagner de nombreux heurts qui risquent d'amoindrir voire anéantir les effets vertueux escomptés sur la croissance économique.

II. LA TRANSITION ÉNERGETIQUE EST UN DÉFI POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

2.1. Les défis économiques de la transition énergétique sur la croissance

- **des coûts d'investissement élevés et un manque d'infrastructures :** Malgré les avantages importants, la transition énergétique dans les pays d'Afrique subsaharienne rencontre des obstacles majeurs, notamment les coûts élevés des technologies d'énergies renouvelables et l'insuffisance des infrastructures nécessaires. Le coût initial des installations solaires ou éoliennes, des réseaux de distribution modernes et des systèmes de stockage d'énergie peut être prohibitif, en particulier pour les pays à faible revenu ;
- l'Afrique subsaharienne a un besoin urgent d'investissements massifs pour moderniser ses infrastructures énergétiques. Toutefois, les financements publics sont insuffisants et l'accès aux crédits reste limité ;
- les pays de la région doivent également faire face à des **défis techniques**, tels que l'extension des réseaux électriques dans les zones rurales, où l'accès à l'énergie reste encore très faible ;
- une transition énergétique forte risque de limiter les ressources des Etats fortement dépendants des énergies fossiles comme le pétrole, le gaz etc... En effet des pays comme le Nigeria l'Angola ou l'Afrique du Sud dépendent fortement de l'exploitation des ressources fossiles pour leur développement économique. Une transition énergétique rapide risque d'entraîner des pertes importantes de ressources émanant de ces énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel etc.) . Ainsi les ressources provenant des exportations de pétrole,

de gaz et de charbon auront des conséquences directes sur les finances publiques et la croissance économique de ces États ;

- **la faiblesse des finances publiques peut** empêcher les États à mettre en œuvre des subventions dans l'optique d'encourager les entreprises locales à investir davantage dans le développement des énergies renouvelables. En outre le développement des énergies renouvelables peut engendrer des coûts prohibitifs pour les entreprises qui doivent mobiliser des sommes colossales.
- **ces pays sont également incapables de mettre en œuvre des mesures incitatives (crédit d'impôts, subvention, etc.)** Pour permettre aux entreprises d'adopter de bonnes pratiques ou d'utiliser des énergies propres et plus protectrices de l'environnement. Ce qui contribuera au maintien des énergies fossiles toujours plus polluantes nocives pour la croissance économique.
- **une imposition de normes environnementales** visant à contraindre les entreprises étrangères à l'utilisation des bonnes pratiques en matière de transition énergétique notamment l'utilisation des énergies propres comme l'énergie éolienne, l'énergie solaire etc..., peut entraîner une délocalisation des entreprises multinationales existantes dans ces pays et avoir des conséquences désastreuses en matière de croissance économique.

2.2. Les effets sociaux négatifs de la transition écologique sur la croissance

- **un accès insuffisant à l'énergie et les inégalités d'infrastructure :** Malgré les progrès réalisés, l'accès à l'énergie demeure encore faible en Afrique subsaharienne. En effet près de 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité, principalement dans les zones rurales. Ce qui compromet la transition énergétique qui ne pourra se réaliser que ces inégalités sont comblées. En l'absence d'une infrastructure de base adéquate pour la production, le stockage et la distribution d'énergie, la transition vers des énergies renouvelables risque de ralentir la croissance économique et d'aggraver les inégalités sociales ;
- la faible sensibilisation ou d'éducation en matière de transition écologique dans les pays d'Afrique subsaharienne peut retarder l'adoption des bonnes pratiques en matière de transition énergétique et ralentir les effets sur la croissance économique ;

- dans le contexte des pays d'Afrique subsaharienne, **la production des énergies renouvelables peut engendrer des coûts prohibitifs pour** leur utilisation par des ménages moins nantis comme ceux des pays développés ou en transition. Une faible demande de produits écologiques peut dissuader les entreprises à offrir des services assurant la transition écologique ;
- **le manque de compétence technique dans les pays d'ASS dans les technologies des énergies vertes** peut retarder la mise en œuvre des services intégrant de fortes composantes en économie verte et retarder la transition écologique. Ce qui peut fortement amoindrir la compétitivité des entreprises d'ASS face aux pays plus avancés dans ce domaine et contribuer à retarder la croissance économique.

CONCLUSION :

Bilan : La transition énergétique s'avère indispensable pour lutter contre les changements climatiques et pour assurer une croissance respectueuse de l'environnement. Dans ce cadre elle servira de levier pour assurer un développement durable en créant des emplois dans les énergies renouvelables et en réduisant la dépendance aux énergies fossiles. Cependant elle se heurte à des défis énormes dans le contexte des pays d'Afrique subsaharienne en termes d'investissements massifs induis et d'infrastructures adaptées à une meilleure gestion des ressources naturelles.

Ouverture : Dans ce cadre comment les pays d'Afrique subsaharienne peuvent-ils financer le développement d'une transition écologique verte ?

Sujet 2 : Analyser l'effet de l'intelligence artificielle sur le marché du travail

I-ANALYSE DU SUJET :

Les thèmes centraux :

- **l'Intelligence Artificielle (IA)** : L'IA désigne l'ensemble des technologies permettant à des machines d'accomplir des tâches qui, jusqu'à présent, nécessitaient l'intelligence humaine, comme la reconnaissance de la parole, la prise de décision, ou l'analyse de données ;
- **le marché du travail** : C'est le marché sur lequel se rencontrent une offre et une demande de travail. La demande de travail émane des entreprises et l'offre de travail émane des ménages. De façon générale, le marché du travail fait référence à l'ensemble des relations économiques entre les employeurs, les travailleurs et les institutions, où sont échangées les ressources humaines contre un salaire ou d'autres formes de rémunération. **Il s'agit en somme de l'emploi.**

Le cadre géographique et temporel n'étant pas précisés, le sujet peut être abordé de façon plus large.

II-PLAN :

Ce sujet débute par l'expression "**analyser**" et nous invite à nous pencher sur l'effet de l'intelligence artificielle et de l'automatisation sur le marché du travail plus particulièrement l'emploi. Ce sujet nous invite à analyser l'effet du phénomène sur un autre. Il s'agit d'un sujet de type démonstratif dont un plan indicatif est de la forme :

I-ANALYSE DE L'IA ;

II- EFFETS DE L'IA SUR L'EMPLOI.

III- PLAN DÉTAILLÉ

Deux introductions sont proposées en changeant seulement l'accroche, une première accroche qui est une citation d'auteur et la seconde est une statistique en relation directe avec le sujet,

INTRODUCTION 1:

Selon **Shoshana Zuboff**, professeure à Harvard : « Les défis créés par l'intelligence artificielle ne sont pas technologiques mais humains : il faut penser à l'impact social, au travail et aux inégalités. ». L'intelligence artificielle désigne l'ensemble des technologies permettant à des machines d'accomplir des tâches qui, jusqu' à présent, nécessitaient l'intelligence humaine, comme la reconnaissance de la parole, la prise de décision, ou l'analyse de données. L'intelligence artificielle représente l'une des plus grandes révolutions technologiques du XXI^e siècle. Cette innovation transforme rapidement divers secteurs d'activités, notamment l'industrie, les services, et même la recherche. L'intelligence artificielle, alimentée par des algorithmes de plus en plus sophistiqués permet aux machines d'effectuer des tâches sans intervention humaine, modifiant ainsi profondément le paysage du travail. Alors que certains voient dans ces technologies des opportunités, d'autres manifestent une crainte réelle sur le marché du travail avec l'entrée de l'intelligence artificielle. Dans ce cadre comment caractériser l'intelligence artificielle ? Quel est l'effet réel de l'intelligence artificiel sur le marché du travail ? Cette étude vise à analyser les caractéristiques de l'intelligence artificielle puis s'appesantira sur ses effets sur le marché du travail.

INTRODUCTION 2 :

Selon une enquête menée par McKinsey & Company en 2020, 50% des entreprises mondiales ont déjà déployé des solutions d'intelligence artificielle dans au moins une partie de leurs processus ou opérations. L'intelligence artificielle désigne l'ensemble des technologies permettant à des machines d'accomplir des tâches qui, jusqu' à présent, nécessitaient l'intelligence humaine, comme la reconnaissance de la parole, la prise de décision, ou l'analyse de données. L'intelligence artificielle représente l'une des plus grandes révolutions technologiques du XXI^e siècle. Cette innovation transforme rapidement divers secteurs d'activités, notamment l'industrie, les services, et même la recherche. L'intelligence artificielle, alimentée par des algorithmes de plus en plus sophistiqués permet aux machines d'effectuer des tâches sans intervention humaine, modifiant ainsi profondément le paysage du travail. Alors que certains voient dans ces technologies des opportunités, d'autres manifestent une crainte réelle sur le marché

du travail avec l'entrée de l'intelligence artificielle. Dans ce cadre comment caractériser l'intelligence artificielle ? Quel est l'effet réel de l'intelligence artificielle sur le marché du travail ? Cette étude vise à analyser les caractéristiques de l'intelligence artificielle puis s'appesantira sur ses effets sur le marché du travail.

I- CARACTÉRISTIQUES DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

1.1. Quelques spécificités de l' IA :

L'intelligence artificielle (IA) se caractérise par plusieurs aspects qui la différencient des systèmes traditionnels. Entre autres tâches effectuée par l'intelligence artificielle on peut citer :

- apprentissage automatique (Machine Learning) : L'IA peut apprendre à partir des données. Elle s'améliore en analysant des ensembles de données et en identifiant des modèles ou des relations sans avoir besoin de règles explicites programmées ;
- adaptabilité : L'IA est capable de s'adapter à de nouvelles situations ou environnements. Elle peut évoluer et ajuster son comportement en fonction de l'expérience ;
- autonomie : l'IA peut exécuter des tâches de manière autonome, en prenant des décisions sans intervention humaine directe ;
- capacité à résoudre des problèmes complexes : L'IA peut analyser de grandes quantités de données et résoudre des problèmes complexes qui nécessiteraient beaucoup de temps et de ressources pour un humain ;
- traitement du langage naturel : Certaines IA, comme les assistants vocaux, peuvent comprendre et générer du langage humain, permettant des interactions naturelles avec les utilisateurs etc.

Ces différentes propriétés de l'intelligence artificielle la rend utile dans différents secteurs d'activités.

1.2. Champ d'application de l'IA :

L'intelligence artificielle peut s'appliquer dans différents domaines d'activités notamment à la santé , le transport et l'automobile, le secteur de la finance, dans l'éducation notamment dans les activités d'enseignement apprentissage, dans le secteur commercial et le marketing, dans le secteur de

l'industrie, dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité. Ses pratiques sont encore plus visibles dans le domaine du droit et du divertissement, du journalisme, dans le domaine de l'humanitaire et de l'action sociale, dans le domaine de la recherche scientifique, dans l'architecture et de l'urbanisme, dans la communication et les relations publiques, dans la gestion des ressources humaines, dans l'industrie de la mode dans l'hôtellerie et le tourisme dans la linguistique et la traduction etc...

En somme l'intelligence artificielle touche donc pratiquement tous les secteurs d'activité. Au fur et à mesure que les technologies progressent, le potentiel d'utilisation de l'IA continue de croître, ouvrant de nouvelles possibilités d'applications .

Transition : L'intelligence artificielle possède des caractéristiques particulières qui la distingue et son champ d'application est de plus en plus grandiose. Mais comment cette technologie affecte le marché du travail ?

II-EFFETS DE L'IA SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

2.1. Effets positifs sur le marché du travail

- **amélioration de la productivité de l'efficacité** : L'intelligence artificielle permet d'accroître la productivité en remplaçant les tâches répétitives et chronophages. Ce qui entraîne une réduction des coûts de production et une meilleure allocation des ressources ;
- **création de nouveaux emplois et secteurs** : Bien que pouvant avoir des effets néfastes sur d'autres formes d'emplois, l'IA peut être à l'origine de la création de nouveaux emplois. Des emplois dans le développement, la gestion et la maintenance des technologies liées à l'IA. De même des emplois dans des secteurs émergents comme les véhicules autonomes, les assistants virtuels ou la cybersécurité connaissent un regain. Les sociétés auront également besoin de professionnels qualifiés pour analyser les données générées par ces technologies ;
- **amélioration de la qualité du travail et des conditions de vie** : L'automatisation permet de libérer les travailleurs des tâches pénibles et dangereuses, améliorant ainsi leur bien-être au travail. En effet les tâches physiques lourdes et pénibles peuvent être confiées à des robots, ce qui

amoinndrit les risques de blessures et permet aux travailleurs de se focaliser sur des tâches à plus forte valeur ajoutée ;

- l'IA peut **améliorer les services publics** et de la société.

2.2. Effets négatifs sur l'emploi

- **disparition de certains emplois** : L'IA peut entraîner la disparition de l'emploi dans certains à forte utilisation de l'intelligence artificielle pour l'automatisation de certaines tâches ;
- **inégalités croissantes sur le marché du travail** : L'IA peut aggraver les inégalités économiques en entraînant le chômage des travailleurs peu qualifiés et plus vulnérables ou les exposer à des emplois précaires. Cependant les professionnels hautement qualifiés, capables de gérer ou d'améliorer ces technologies, auront davantage d'opportunités. Ce qui va déboucher sur un écart de traitement entre les différentes catégories socio-économiques ;
- **évolution rapide des compétences nécessaires** : L'adoption massive de l'IA exige une adaptation constante des compétences. Ce qui exige des travailleurs une formation aigue dans ces nouvelles technologies. Ce qui peut être difficile, en particulier pour ceux qui ont déjà un emploi stable dans un secteur en déclin. La demande de compétences en **sciences des données, programmation** ou **gestion de l'IA** est en forte croissance, mais cette transition peut laisser certains travailleurs en arrière ;
- **la forte utilisation de l'IA entraine une insécurité sur le marché du travail.** Le développement rapide de l'IA expose rapidement les travailleurs à une adaptations continue et les expose à l'insécurité de l'emploi ;
- la forte utilisation de l'IA peut entraîner des difficultés **d'insertion pour les jeunes diplômés** en quête d'expérience professionnels et **aggraver la pauvreté.**

CONCLUSION :

L'intelligence artificielle entraine indéniablement un impact profond sur le marché du travail. Elle engendre des effets vertueux sur l'emploi et la structure du marché du travail. Cependant l'intelligence artificielle soulève également des défis énormes sur le marché du travail. En effet ces nouvelles technologies posent des

questions cruciales sur l'avenir du travail. Dans un tel contexte l'adoption d'une politique proactive de reconversion des travailleurs, de formation continue et d'encouragement à l'innovation sociale peut permettre de tirer parti des opportunités de ces technologies tout en minimisant leurs effets négatifs. Dans un tel **contexte : Comment les gouvernements pourraient aider à assurer une formation continue des travailleurs dans cette ère en pleine transformation technologique avec l'intelligence artificielle ?**

Sujet 3 : Comparer les politiques budgétaires et les politiques monétaires ?

I-ANALYSE DU SUJET

Les thèmes centraux :

- **politique budgétaire** : la politique budgétaire désigne l'ensemble des décisions prises par le gouvernement d'un pays via l'utilisation du budget des administrations publiques. Ces décisions concernent les revenus publics (comme les impôts, taxes, cotisations sociales) et les dépenses publiques (comme les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation, et les transferts sociaux) pour orienter l'activité économique. Les principales actions de la politique budgétaire incluent : - **Les dépenses publiques** : Ce sont les sommes que le gouvernement dépense pour financer ses activités (salaires des fonctionnaires, investissements dans les infrastructures, subventions, etc.) et **les recettes publiques** Ce sont les ressources financières que l'État collecte, principalement à travers les impôts et les taxes. Cette politique vise à stabiliser l'économie, en régulant la demande globale. Selon son objectif visé, l'Etat peut décider d'augmenter ou diminuer les impôts, de miser sur des secteurs particuliers permettant de relancer la demande globale (Consommation, investissement ...) ;
- **politiques monétaires** : La politique monétaire concerne l'ensemble des mesures prises par les autorités monétaires (la banque centrale, BCEAO), pour contrôler la quantité de monnaie en circulation et les taux d'intérêt dans l'économie. Son objectif principal est de stabiliser les prix (c'est-à-dire contrôler l'inflation) et de maintenir la stabilité économique en influençant les conditions de financement des ménages et des entreprises.

II-PLAN :

Ce sujet invite de façon explicite à faire une comparaison entre les politiques budgétaires et les politiques monétaires. Il s'agit clairement d'un sujet de comparaison dont un plan possible est du genre :

I- CONVERGENCES ENTRE LES POLITIQUES BUDGETAIRES ET MONETAIRES

II-DIVERGENCES ENTRE LES POLITIQUES BUDGETAIRES ET MONETAIRES

III- PLAN DÉTAILLÉ

INTRODUCTION 1 :

Selon Paul Samuelson : « Le budget d'un gouvernement est comme un miroir de la politique économique d'un pays. Il reflète ses priorités et sa stratégie face aux défis économiques ». Dans un contexte économique mondialisé où les États cherchent à maintenir la stabilité de leurs économies tout en favorisant la croissance, les politiques économiques jouent un rôle clé. Deux types de politiques sont essentiellement appliquées notamment les politiques budgétaires et les politiques monétaires. **La politique budgétaire** désigne l'ensemble des décisions prises par le gouvernement d'un pays concernant les revenus publics (comme les impôts, taxes, cotisations sociales) et les dépenses publiques (comme les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation, et les transferts sociaux) pour orienter l'activité économique. Elle vise à stabiliser l'économie, en régulant la demande globale. **Quant à la politique monétaire**, elle concerne l'ensemble des mesures prises par les autorités monétaires (la banque centrale, BCEAO), pour contrôler la quantité de monnaie en circulation et les taux d'intérêt dans l'économie. Son objectif principal est de stabiliser les prix (c'est-à-dire contrôler l'inflation) et de maintenir la stabilité économique en influençant les conditions de financement des ménages et des entreprises.. Ces deux politiques budgétaire et monétaire étant les deux principaux leviers de la politiques économique, il s'avère judicieux de comparer ces deux politiques économiques en vue de mieux les cerner. **Quelles sont les points de convergences entre ces deux types de politiques économiques ? Quels sont les points de divergence entre ces deux politiques économiques ?** Ce travail se propose d'analyser les points de convergence entre ces deux types de politiques et se penchera par la suite sur les facteurs de divergence entre ces deux politiques économiques.

INTRODUCTION 2 :

Selon le **Fonds monétaire international (FMI)**, en 2020, les déficits budgétaires mondiaux ont atteint environ **12,4% du PIB mondial**, principalement en raison des mesures de relance mises en place par les gouvernements pour contrer les effets économiques de la pandémie de COVID-19. Dans un contexte économique mondialisé où les États cherchent à maintenir la stabilité de leurs économies tout en

favorisant la croissance, les politiques économiques jouent un rôle clé. Deux types de politiques sont essentiellement appliquées notamment les politiques budgétaires et les politiques monétaires. **La politique budgétaire** désigne l'ensemble des décisions prises par le gouvernement d'un pays concernant les revenus publics (comme les impôts, taxes, cotisations sociales) et les dépenses publiques (comme les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation, et les transferts sociaux) pour orienter l'activité économique. Elle vise à stabiliser l'économie, en régulant la demande globale et en influençant la croissance économique, le niveau de l'emploi et de l'inflation. **Quant à la politique monétaire, elle** concerne l'ensemble des mesures prises par les autorités monétaires (la banque centrale, BCEAO, la Banque centrale européenne (BCE)), pour contrôler la quantité de monnaie en circulation et les taux d'intérêt dans l'économie. Son objectif principal est de stabiliser les prix (c'est-à-dire contrôler l'inflation) et de maintenir la stabilité économique en influençant les conditions de financement des ménages et des entreprises.. Ces deux politiques budgétaire et monétaire étant les deux principaux leviers de la politique économique, il s'avère judicieux de comparer ces deux politiques économiques en vue de mieux les cerner. **Quelles sont les points de convergences entre ces deux types de politiques économiques ? Quels sont les points de divergence entre ces deux politiques économiques ?** Nous allons analyserons les points de convergence entre ces deux types de politiques et la suite nous nous pencherons sur les facteurs de divergence entre ces deux notions.

I- CONVERGENCES ENTRE LES POLITIQUES BUDGETAIRES ET MONETAIRES

1.1. Convergence au niveau des objectifs de long terme

La politique budgétaire vise entre autres objectifs le maintien de la stabilité économique (croissance, emploi, prix), le financement des projets publics, la régulation de la demande globale et réduction des inégalités sociales. Et la politique monétaire s'appesantit sur la stabilité des prix, le contrôle de l'inflation, la stabilité de la monnaie pour soutenir la croissance économique en régulant les taux d'intérêt et la masse monétaire. **Il ressort en définitive une convergence de ces deux politiques en termes de croissance économique.**

1.2. Convergence en termes de complémentarité entre ces deux politiques

Lorsque les deux politiques sont coordonnées (par exemple, en période de crise économique), elles peuvent se renforcer mutuellement. Par exemple, une

politique budgétaire de relance (augmentation des dépenses publiques) associée à une politique monétaire accommodante (baisse des taux d'intérêt) peut stimuler la demande globale et soutenir la croissance. C'est notamment le cas de la **politique keynésienne** après la Seconde Guerre mondiale, où les politiques budgétaire et monétaire ont été coordonnées pour stimuler la croissance économique. Une politique budgétaire expansionniste permettant l'augmentation des dépenses publiques accompagnée d'une politique monétaire expansionniste qui résulte en une baisse des taux d'intérêt stimule davantage la demande globale et amplifie l'effet multiplicateur.

Transition : Bien que la politique monétaire et la politique budgétaire présentent des points de convergence, elles peuvent différer en d'autres points.

II-DIVERGENCES ENTRE LES POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET MONÉTAIRES

2.1. Divergences au niveau des acteurs

Ces deux politiques économiques sont menées par des acteurs différents. Alors que la politique budgétaire est du ressort des gouvernements, la politique monétaire est essentiellement menée par les autorités monétaires (Banques centrales), des acteurs différents et indépendants du pouvoir central. La politique budgétaire est déterminée par les gouvernements à travers le ministère des Finances ou les parlements. Ils ajustent les dépenses publiques et les recettes fiscales pour influencer l'économie. Les objectifs de ces acteurs peut quelque fois entrer en collusion. En effet une politique budgétaire expansionniste de relance menée par le gouvernement peut entraîner l'inflation et contrarier les objectifs de la politique monétaire.

2.2. Divergences au niveau des instruments utilisés

Alors que la politique budgétaire utilise les instruments comme l'augmentation ou la diminution des impôts, les dépenses publiques (investissements dans les infrastructures, les services publics), les subventions, les aides sociales, la politique monétaire quant à elle a recours à l'ajustement des taux d'intérêt directeurs, les opérations de refinancement, les réserves obligatoires des banques commerciales etc... La politique budgétaire peut avoir une incidence directe plus rapide sur la consommation et l'investissement que les effets de la politique monétaire qui

modifie les comportements d'investissement et d'épargne en ajustant les taux d'intérêt. Les effets peuvent être plus lents à se manifester que ceux de la politique budgétaire.

Conclusion :

Les politiques budgétaire et monétaire sont deux outils essentiels à la gestion économique d'un pays. Ces deux politiques convergent par les objectifs de long terme de croissance économique visés et de leur possible complémentarité. Mais elles diffèrent par leurs acteurs et les instruments utilisés. Ces deux types de politiques nécessitent une gestion fine et réfléchie afin d'assurer une croissance durable et maîtrisée. Etant donné que ces deux types de politiques sont menées par des acteurs différents, **comment assurer la coordination efficace entre les politiques budgétaires et monétaires en période de crise économique ?**

Sujet 4 : Djidja E.: « *Chaque jour, il faut se réveiller à 4h30, voire plus tôt, pour espérer ne pas être en retard au boulot. Ce matin, les tableaux de bord des véhicules affichent 10 km/h au compteur. Pourtant, depuis quelques années, l'État ivoirien ne ménage pas ses efforts pour réhabiliter et construire des routes, des ponts, des échangeurs, etc. afin de fluidifier la circulation aussi bien dans le Grand-Abidjan qu'à l'intérieur du pays. La capitale économique ivoirienne vit au rythme d'interminables embouteillages.* »

Extrait de "Le 360 Afrique du 30 Janvier 2025. Auteur, Djidja Emmanuel, https://afrique.le360.ma/societe/cote-divoire-dans-lenfer-des-embouteillages-dabidjan_AEIR433CJJA7M6TBGEVEJRIEQ/

Analyser ce phénomène.

I-ANALYSE DU SUJET

Les thèmes centraux :

Le phénomène décrit dans ce passage est l'embouteillage

Embouteillage : C'est un phénomène où la circulation automobile ralentit ou s'arrête sur une route en raison de l'excès de véhicules qui ne peuvent pas circuler à une vitesse fluide.

Ce phénomène est un cas de **dysfonctionnement structurel** de nos économies.

Le cadre géographique : Le contexte évoqué est celui de la Côte d'Ivoire. Cependant la question trouve mérite un traitement dans un contexte plus large.

II-PLAN :

Ce sujet aborde une question de dysfonctionnement structurel des économies. Ce sujet est un sujet à caractère exhaustif. Le plan type est du genre :

III-PLAN DÉTAILLÉ

I- CAUSES

II- CONSÉQUENCES

III-SOLUTIONS

On aura une introduction et avec un plan détaillé du développement et une conclusion.

INTRODUCTION :

Le Forum économique mondial estime à **5 milliards de dollars** par an le coût de l'embouteillage. L'embouteillage est un phénomène où la circulation automobile ralentit ou s'arrête sur une route en raison de l'excès de véhicules qui ne peuvent pas circuler à une vitesse fluide. Ces embouteillages sont des réalités quotidiennes que vivent des millions de citoyens à travers le monde. Ce phénomène récurrent qui affecte principalement les grandes villes suscite des inquiétudes au regard de son ampleur. Un tel phénomène soulève des interrogations afin de mieux le saisir. Dans ce cadre, quelles sont les causes de l'embouteillage, quelles sont ses conséquences et quelles sont les solutions idoines pour y remédier. Cette étude analysera les causes du chômage, examinera par la suite ses conséquences et s'appesantira sur les solutions pour y remédier.

I- LES CAUSES DES EMBOUTEILLAGES

1.1. Les causes économiques et infrastructurelles

- l'augmentation du nombre de véhicules personnels : la croissance exponentielle du nombre de véhicules personnels dans les villes explique la récurrence des embouteillages. Avec l'augmentation de la population et le pouvoir d'achat des classes moyennes, de nombreuses familles acquièrent des voitures, ce qui entraîne une saturation des routes ;
- l'augmentation des engins à deux roues (Motos, vélos) contribuent à aggraver l'engorgement de la circulation ;
- Transports en commun insuffisants ou inefficaces : l'insuffisance ou l'inefficacité des transports publics accroît le recours aux voitures individuelles, ce qui encombre les voies ;
- l'insuffisance des infrastructures de transport : Les infrastructures de transport dans les grandes villes ne sont souvent pas conçues pour faire face à l'afflux croissant de véhicules ;
- les infrastructures routières sont insuffisamment dimensionnées. En effet certaines routes sont étroites ou mal conçues et inadaptées au volume élevé de véhicules qui y transitent ;
- la construction d'infrastructures modernes comme des métros, des tramways, ou des réseaux de bus rapide reste insuffisante dans de

nombreuses régions, ce qui limite l'efficacité des alternatives à la voiture individuelle ;

- le manque d'entretien des routes et l'absence de pistes cyclables contribuent également à l'aggravation de la situation.

1.2. Les causes sociales

- la hausse de la population urbaine entraîne une augmentation du trafic et la congestion sur les routes ;
- **les heures de pointe** : La concentration du trafic aux heures de pointe, généralement pendant les matinées et les fins d'après-midi, augmente la congestion. Le rythme soutenu des déplacements domicile-travail et des déplacements commerciaux engendre des pics de trafic ;
- les comportements des conducteurs jouent également un rôle majeur dans l'intensification des embouteillages (Désir d'aller plus vite pour amasser assez de ressources) ;
- l'indiscipline, comme le stationnement illicite, les excès de vitesse ou encore le non-respect des voies réservées au transport public, génère des blocages et des ralentissements ;
- les accidents de la route, même mineurs, peuvent entraîner des bouchons considérables, aggravant la congestion ;
- le non-respect du code de la route par les automobilistes ;
- des routes étroites ne favorisent pas la fluidité du trafic.

II-LES CONSÉQUENCES DES EMBOUTEILLAGES

2.1. Conséquences économiques

- les embouteillages ont un coût direct et indirect considérable pour l'économie. Le temps passé dans les bouchons est du temps non productif ;
- ils perturbent les chaînes d'approvisionnement et augmente les coûts des entreprises, en particulier dans les secteurs du transport et de la logistique. Ce qui engendre une perte de compétitivité des entreprises ;
- augmentation des dépenses en carburant pour les automobilistes ;

- augmentation des frais de transport pour les usagers de la route (clients) et cherté de la vie ;
- réduction du nombre d'heures travaillées et entraîne une baisse la productivité du travail ;
- détérioration des infrastructures et augmentation des coûts d'entretien : Le trafic congestionné provoque une usure plus rapide des routes et des infrastructures. Les réparations et l'entretien des routes deviennent plus coûteux et doivent être effectués plus fréquemment, ce qui pèse sur les finances publiques ;
- réduction de l'attractivité économique : Les embouteillages peuvent rendre une ville ou une région moins attractive pour les entreprises et les investisseurs, notamment en raison des coûts accrus de transport et de la diminution de la qualité de vie. Cela entraîne un faible attrait et nuit à la compétitivité économique d'une zone urbaine.

2.2. Les conséquences sociales et environnementales

- la perte de temps engendre du stress et de la frustration, ce qui affecte le bien-être psychologique. La pollution sonore liée aux embouteillages contribue également à la détérioration de l'environnement en augmentant le stress et les maladies cardiaques. Ce qui provoque une grande fatigue pour les automobilistes et les clients ;
- la réduction du temps disponible pour les activités sociales, les loisirs ou les moments en famille est une autre conséquence sociale. Le temps passé dans les bouchons diminue le temps libre, ce qui affecte la vie sociale et familiale des individus ;
- la densité du trafic augmente également les risques d'accidents, mettant en danger les usagers de la route et les piétons ;
- pollution de l'environnement suite à l'accroissement des gaz d'échappement et du combustible issu des énergies fossiles (Essence, gasoil, etc...) ;
- inégalités sociales : Les embouteillages affectent plus sévèrement les populations les plus vulnérables, comme les personnes à faibles revenus qui dépendent des transports en commun ou des véhicules anciens,

souvent moins fiables. Cela peut augmenter l'inégalité d'accès aux services, à l'emploi et à d'autres opportunités.

III-SOLUTIONS AUX EMBOUTEILLAGES

3.1. Les solutions en terme d'infrastructures

- développement et amélioration des infrastructures de transport : amélioration des transports en commun en développant et modernisant les réseaux de transports publics (bus, tramways, métros, trains) pour encourager les usagers à utiliser des moyens de transport plus collectifs et réduire le nombre de personnes utilisant leur véhicule personnel. Il faut surtout renforcer l'efficacité, la fréquence et la couverture des réseaux de bus, tramways et métros pour inciter les citoyens à privilégier ces modes de transport, réduisant ainsi le nombre de véhicules privés sur les routes ;
- investir davantage dans les infrastructures de transport : l'extension des réseaux de transports publics (métro, tramway, bus) et leur modernisation ;
- la création de voies réservées aux bus, aux vélos, motos et aux véhicules permettrait de favoriser une circulation plus fluide et encouragera l'utilisation de ces modes de transport alternatifs ;
- l'aménagement de pistes cyclables et piétonnes est aussi essentiel pour réduire le nombre de voitures en circulation ;
- amélioration de la gestion du stationnement : La création d'aires de livraison bien conçues et la régulation stricte du stationnement illégal permettent de libérer des espaces sur les routes, facilitant ainsi la circulation ;
- l'installation de systèmes de gestion de la circulation en temps réel, comme les feux de signalisation intelligents ou les applications mobiles informant sur l'état du trafic, pour fluidifier les déplacements ;
- l'introduction **de péages urbains**, pour aussi inciter les conducteurs à éviter les zones les plus congestionnées.

3.2. Solutions sociales

- sensibiliser les automobilistes au respect du code de la route et tous les usagers à adopter des comportements adéquats ;

- encourager l'utilisation de véhicules partagés, tels que le covoiturage, ou de véhicules électriques est une solution importante pour diminuer la congestion ;
- encourager les politiques publiques incitant à l'utilisation du télétravail peuvent aussi être une réponse efficace, permettant de réduire le nombre de trajets quotidiens en voiture ;
- la sensibilisation des citoyens à l'utilisation d'autres modes de transport, comme le vélo ou la marche, peut contribuer à alléger les routes. Informer les citoyens sur les avantages des modes de transport alternatifs et les encourager à les adopter peut contribuer à réduire la dépendance à la voiture.
- introduire une flexibilité dans les heures de travail en encourageant des heures différentes d'activités de sorte à respecter pour chaque travail le volume d'heure journalier requis.

CONCLUSION :

Les embouteillages en milieu urbain sont un problème complexe aux multiples facettes avec des répercussions économiques et sociales significatives. Une telle situation appelle des réformes importantes pour y remédier. Au regard de la persistance du phénomène d'embouteillage, l'on se pose la question suivante : Les pays en développement sont-ils capables de financer les coûts pour résorber les embouteillages ?

EXEMPLES DE SUJETS ENTIÈREMENT RÉDIGÉS

Sujet 5 : L'investissement dans les infrastructures socio-économiques suffit-il à améliorer significativement le bien-être des populations ? (Sujet ENA, 2023) (entièrement rédigé).

ANALYSE DU SUJET :

I-Définition des termes clés :

- **les infrastructures socio- économiques** : Ce sont les infrastructures ou les équipements visant à promouvoir le développement économique et également le développement social. Ces infrastructures socio-économiques font référence à l'ensemble des installations physiques et des services essentiels qui soutiennent le développement socio-économique d'une région, d'un pays ou d'une communauté. Ces infrastructures sont conçues pour répondre aux besoins fondamentaux des populations et pour favoriser la croissance économique, le bien-être social et la qualité de vie. Les infrastructures socio-économiques englobent différents domaines tels que **les transports** (les routes, les ponts, les voies ferrées, les aéroports, les ports maritimes et installations connexes), **les communications** (les réseaux de télécommunication, l'Internet, les satellites, les antennes relais et autres technologies,...), **l'énergie** (les réseaux électriques, les centrales électriques, les lignes de distribution, les stations- services, ainsi que les sources d'énergie renouvelable telles que les énergies éoliennes, les panneaux solaires etc...), **l'éducation** (les écoles, les collèges, les universités, les bibliothèques et les centres de formation professionnelle, etc...), **la santé** (les hôpitaux, les centres de santé, les pharmacies et autres établissements médicaux, etc..), **l'eau et l'assainissement** (les réseaux de distribution d'eau potable, les stations d'épuration des eaux usées, les puits, les réservoirs et installations sanitaires etc...), **le logement** (les logements sociaux, les habitats urbains et ruraux ainsi que les équipements collectifs tels que les parcs, les aires de jeu et les espaces verts etc...) , ainsi que d'autres services publics essentiels. En somme, les infrastructures socio-économiques constituent le socle sur lequel repose le développement et le bien-être des sociétés

modernes, en fournissant les bases nécessaires à une vie saine, sûre et prospère pour tous.

- **le bien-être des populations :** Le bien- être s’appréhende par la qualité de vie d’un individu ou de groupes de personnes au sein d’une société. Le niveau bien-être des nations s'apprécie par des indicateurs spécifiques dont les plus significatifs sont **l’indicateur de développement humain (IDH)** et l’indicateur **de pauvreté humaine (IPH)**. Ces indicateurs cumulent divers facteurs relatifs à l’éducation, à la santé, à l’emploi et aux conditions de vie des populations. Le bien-être est également influencé par des facteurs psychologiques, sociaux et environnementaux. En définitive, le bien-être en économie représente une mesure globale de la qualité de vie des individus et des communautés, qui prend en compte à la fois les aspects matériels et non matériels du bien -être humain.
- **améliorer significativement :** accroître durablement, **affecter** favorablement et de façon profonde

Suffit-il ? : ici l’expression suffit-il veut montrer si le fait d’investir dans les infrastructures socio-économiques est -il suffisant ou est-il la seule condition pour promouvoir le bien-être des populations ?

Cadre géographique : Le sujet présente ne possède pas un cadre géographique précis, ce qui nous permet de l’aborder de façon plus large sans restriction géographique.

Le sujet tel que formulé, nous invite à une discussion. Le sujet nous pose une question dont la réponse est du genre : Oui, mais.

II-PLAN

Le sujet est un sujet de discussion dont le plan possible est :

I-THÈSE

II-ANTITHÈSE

III- PLAN DÉTAILLÉ

INTRODUCTION :

Après la seconde guerre mondiale, de nombreux pays ont entrepris des programmes de reconstruction et d’investissement massifs dans les infrastructures

pour relancer leurs économies dévastées. Au cours de ces périodes un accent particulier est mis sur le développement des infrastructures socio-économiques comme levier du développement. L'investissement dans les infrastructures socio-économiques constitue une composante fondamentale des stratégies de développement. Les infrastructures socio-économiques sont les infrastructures ou les équipements visant à promouvoir le développement économique et également le développement social. Ils font référence à l'ensemble des installations physiques et les services essentiels qui soutiennent le développement socio-économique d'une région, d'un pays ou d'une communauté notamment les infrastructures de transport, les infrastructures de communication, les infrastructures d'énergie, d'éducation, de santé, d'adduction d'eau et d'assainissement, de logement etc...Au fil des années, la nécessité de renforcer les investissements socio-économiques en tenant compte des bénéfices attendus de ces infrastructures se pose dans les Etats. Plusieurs États renforcent le développement de leurs infrastructures socio-économiques dans l'optique d'accroître le bien-être des populations. Les investissements massifs dans les infrastructures socio-économiques mettent au-devant de la scène la nécessité de comprendre les retombées de ces types d'investissements pour les populations qui sont les principaux destinataires. Dans cette optique une question fondamentale se pose : l'accroissement des investissements dans le domaine économique et social est-il gage d'amélioration du bien-être des populations ? Cette analyse se propose de prospecter les effets vertueux des infrastructures socio-économiques sur le bien-être des populations et s'appesantira également sur les goulots d'étranglement qui amoindrisent leurs effets attendus.

INTRODUCTION 2 :

Selon Barack Obama : « Les infrastructures sont l'épine dorsale du développement économique et social ». Une telle conception privilégie le développement des infrastructures économiques comme levier du développement. L'investissement dans les infrastructures socio-économiques constitue une composante fondamentale des stratégies de développement à travers le monde. Les infrastructures socio-économiques sont les infrastructures ou les équipements visant à promouvoir le développement économique et également le développement social. Elles font référence à l'ensemble des installations physiques et les services essentiels

qui soutiennent le développement socio-économique d'une région, d'un pays ou d'une communauté notamment les infrastructures de transports, les infrastructures de communication, les infrastructures d'énergie, d'éducation, de santé, d'adduction d'eau et d'assainissement, de logement etc. La nécessité de renforcer les investissements socio-économiques soulève la question des bénéfices attendus dans les Etats. Plusieurs Etats renforcent le développement de leurs infrastructures socio-économiques dans l'optique d'accroître le bien-être des populations. Les investissements massifs dans les infrastructures socio-économiques mettent au-devant de la scène la nécessité de comprendre les retombées de ces types d'investissements pour les populations qui sont les principaux destinataires. La nécessité d'accroître des investissements nécessite de comprendre les retombées en termes de bien-être sur les populations qui demeurent les véritables bénéficiaires de ces différents programmes d'investissement. En définitive, il devient urgent de se poser la question suivante : L'accroissement des investissements dans le domaine économique et social suffit-il pour promouvoir le bien-être des populations ? Dans cette optique, cette étude se propose d'analyser le rôle des infrastructures socio-économiques dans l'amélioration du bien-être des populations tout en mettant en exergue les défis associés.

I- LES INFRASTRUCTURES SOCIO-ÉCONOMIQUES, PILIERS DU BIEN - ÊTRE DES POPULATIONS

Les infrastructures socio- économiques accroissent le bien-être des populations à travers les effets au niveau économique et social.

1.1. Accroissement du bien-être des populations via les effets économiques :

Les infrastructures socio-économiques propulsent le développement économique à travers leurs effets au niveau économique.

- **un pays ayant un fort niveau d'investissement en infrastructure attire les investisseurs**, ce qui participe à l'accroissement des investissements et améliore la croissance économique condition primordiale pour améliorer le bien-être des populations ;
- **un pays doté de grandes infrastructures socio-économiques accompagne** efficacement le développement du secteur privé et relance

l'activité économique du secteur privé pour doper le bien-être des populations ;

- des infrastructures solides favorisent le développement économique en facilitant le commerce, **en réduisant les coûts de transport** et stimule les activités économiques. Par exemple, la construction de ports, d'aéroports et de réseaux de télécommunication peut stimuler le commerce international.

1.2. Accroissement du bien-être des populations via les canaux sociaux

- **amélioration de la qualité de vie** : Des infrastructures bien planifiées et entretenues contribuent à améliorer la qualité de vie des populations. Par exemple, l'accès à l'électricité et à l'eau potable, ainsi que des logements décents et des espaces publics bien entretenus, peuvent améliorer le confort et la sécurité des individus ;
- **amélioration du capital humain** : Les infrastructures telles que les routes, les réseaux d'eau potable et d'assainissement, les écoles et les centres de santé permettent aux populations d'accéder à des services essentiels pour améliorer le capital humain. L'accès aux routes en bon état facilitent l'accès aux marchés, aux emplois et aux services de santé, tandis que des écoles et des hôpitaux bien équipés garantissent un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé, concourant à l'amélioration du capital humain des populations ;
- **des infrastructures résilientes contribuent à protéger les populations contre les catastrophes naturelles et les changements climatiques**. Par exemple, des systèmes de drainage efficaces peuvent réduire les risques d'inondation, tandis que des infrastructures de communication robustes peuvent faciliter la coordination des secours en cas d'urgence ;
- la construction et la maintenance des infrastructures nécessitent souvent une main-d'œuvre importante, **ce qui peut créer des emplois locaux**. Ces emplois contribuent à réduire le chômage et à améliorer le niveau de vie des populations en offrant des opportunités de revenus stables.

- l'investissement dans les infrastructures comme les routes, **facilitent l'écoulement des produits alimentaires** et accroît la disponibilité de vivres facilitant la baisse des prix des produits alimentaires et contribuent à baisser le coût de la vie et améliorent le bien-être des populations.

Transition : Les infrastructures socio-économiques sont essentielles pour améliorer le bien-être des populations. A travers leurs effets vertueux au niveau économique et social, les infrastructures socio-économiques posent les jalons pour assurer un développement harmonieux du bien-être des populations. Cependant, l'investissement dans les infrastructures socio-économiques seul ne garantit pas nécessairement une amélioration significative du bien-être des populations.

II-L'INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES SOCIO-ÉCONOMIQUES NE SUFFISENT PAS POUR PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS.

Le bien-être des populations à travers l'investissement nécessite des conditions mais aussi il faudra souligner que d'autres facteurs autres que l'investissement dans les infrastructures s'avèrent nécessaires pour promouvoir le bien-être des populations.

2.1. Les conditions nécessaires pour assurer le bien-être des populations

- **accessibilité et équité :** L'impact de ces infrastructures dépend de leur accessibilité et de leur répartition équitable. Si certaines régions ou populations sont exclues de l'accès à ces infrastructures, les inégalités pourraient persister voire s'aggraver. Les coûts d'accès prohibitifs comme les péages, les frais élevés des prestations de santé peuvent nuire à l'accès aux services fournis via ces infrastructures socio-économiques ;
- **qualité des Infrastructures :** Si les infrastructures ne sont pas de haute qualité, ils ne pourront pas répondre aux besoins réels des populations. Des routes en mauvais état ou se dégradant rapidement, des écoles surpeuplées ou des hôpitaux sous-équipés peuvent avoir un effet limité sur le bien-être ;
- **services Associés :** Si les infrastructures ne sont pas soutenues par des services efficaces, tels que la maintenance régulière, la formation du

personnel et la gestion efficace des ressources., les infrastructures pourraient perdre de leur efficacité au fil du temps ;

- **durabilité et Résilience** : Si les infrastructures ne sont pas conçues de manière durable et résiliente pour faire face aux défis futurs tels que le changement climatique, les catastrophes naturelles et les évolutions démographiques, ils risquent d'avoir un effet limité en termes de bien-être ;
- **la construction et la maintenance d'infrastructures** socio-économiques nécessitent souvent des investissements financiers considérables qui peuvent représenter un fardeau financier pour les gouvernements, en particulier dans les pays à faible revenu ou en développement où les ressources budgétaires sont limitées.

2.2. Les autres facteurs d'amélioration du bien- être des populations : Contexte social et économique :

Le bien- être des populations dépend également de facteurs socio-économiques plus larges tels que l'emploi, le revenu, l'éducation, la santé et la sécurité. L'investissement dans les infrastructures doit être complété par des politiques et des programmes visant à améliorer ces aspects.

- **maintien de la paix et de la sécurité** : sans la paix et la sécurité les populations ne peuvent jouir des infrastructures mis en place. En outre les crises à répétitions contribuent à abîmer la plupart des infrastructures socio-économiques déjà construites ;
- **la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance** permettant de garantir la paix et gage d'amélioration du bien-être dans le contexte africain actuel miné par les guerres et les coup d'Etat. En outre cette bonne gouvernance évite que les gouvernants détournent les budgets affectés au développement et à l'entretien des infrastructures socio-économiques, ce qui permettra d'impacter durablement le bien-être des populations.

CONCLUSION :

Bilan : L'investissement dans les infrastructures socio-économiques joue un rôle essentiel pour améliorer le bien-être des populations. Un investissement massif dans les infrastructures doit être accompagné de mesures visant à assurer l'accessibilité, la qualité, la durabilité et l'équité. De plus, il doit être intégré à une

approche plus large de développement socio-économique prenant en compte les besoins variés et complexes des populations. **Ouverture** : Au regard de l'importance des infrastructures socioéconomiques, l'on se pose la question suivante : **Le financement des infrastructures socio-économiques est-il soutenable en Afrique ?**

RÉDACTION COMPLÈTE :

INTRODUCTION :

Après la seconde guerre mondiale, de nombreux pays ont entrepris des programmes de reconstruction et d'investissement massifs dans les infrastructures pour relancer leurs économies dévastées. Au cours ces périodes un accent particulier est mis sur le développement des infrastructures économiques comme levier du développement. L'investissement dans les infrastructures socio-économiques constitue une composante fondamentale des stratégies de développement à travers le monde. Les infrastructures socio-économiques sont les infrastructures ou les équipements visant à promouvoir le développement économique et également le développement social. Elles font référence à l'ensemble des installations physiques et les services essentiels qui soutiennent le développement socio-économique d'une région, d'un pays ou d'une communauté notamment les infrastructures de transport, les infrastructures de communication, les infrastructures d'énergie, d'éducation, de santé, d'adduction d'eau et d'assainissement, de logement etc... Au fil des années, la nécessité de renforcer les investissements socio-économiques en tenant compte des bénéfices attendus de ces investissements se pose dans les Etats. Plusieurs Etats renforcent le développement de leurs infrastructures socio-économiques dans l'optique d'accroître le bien-être des populations. Les investissements massifs dans les infrastructures socio-économiques mettent au-devant de la scène la nécessité de comprendre les retombées de ces types d'investissements pour les populations qui sont les principaux destinataires. Dans ce cette optique une question fondamentale se pose : l'accroissement des investissements dans le domaine économique et social est-il gage d'amélioration du bien-être des populations ? Cette analyse se propose de prospecter les effets vertueux des infrastructures socio-économiques sur le bien-

être des populations et s'appesantira également sur les goulots d'étranglement qui amoindrisent leurs effets attendus.

Les infrastructures socio- économiques accroissent le bien-être des populations à travers leurs effets au niveau économique et social.

Les infrastructures socio-économiques propulsent le développement économique à travers leurs effets au niveau économique. Un pays ayant un fort niveau d'investissement en infrastructure attire les investisseurs, ce qui participe à l'accroissement des investissements et améliore la croissance économique condition primordiale pour améliorer le bien-être des populations. En outre, un investissement massif en infrastructures socio-économique accompagne efficacement le développement du secteur privé et relance l'activité économique pour doper le bien-être des populations. Les infrastructures socio-économiques comme les routes, les ponts etc... favorisent le développement économique en facilitant le commerce, en réduisant les coûts de transport. En effet la construction de ports, d'aéroports et de réseaux de télécommunication stimulent le commerce international et les investissements étrangers. Hormis les effets économiques engendrées par le développement des infrastructures socio-économiques, des bénéfices sociaux accompagnent également le développement de ces infrastructures.

Les infrastructures socio- économiques améliorent le bien-être des populations et cela se perçoit au niveau social. Des infrastructures socio-économiques améliorent la qualité de la vie. Des infrastructures bien planifiées et entretenues contribuent à améliorer la qualité de vie des populations. En effet l'accès à l'électricité et à l'eau potable, ainsi qu'à des logements décents et des espaces publics bien entretenus, peuvent améliorer le confort et la sécurité des individus. En outre le développement des infrastructures telles que les routes, les réseaux d'eau potable et d'assainissement, les écoles et les centres de santé permettent aux populations d'accéder à des services essentiels pour améliorer leur capital humain. Des écoles et des hôpitaux bien équipés garantissent un meilleur accès à l'éducation et aux soins de santé. Des infrastructures résilientes contribuent à protéger les

populations contre les catastrophes naturelles et les changements climatiques. Dans ce cadre, des systèmes de drainage efficaces peuvent réduire les risques d'inondation, tandis que des infrastructures de communication robustes peuvent faciliter la coordination des secours en cas d'urgence. La construction et la maintenance des infrastructures socio-économiques nécessitent souvent une main-d'œuvre importante, ce qui peut créer des emplois locaux. Ces emplois contribuent à réduire le chômage et améliorent le niveau de vie des populations en offrant des opportunités de revenus. L'investissement dans les infrastructures comme les routes, facilitent l'écoulement des produits alimentaires et accroît la disponibilité des vivres. Ce qui facilite la baisse des prix des produits alimentaires et contribuent à baisser le coût de la vie et améliorent le bien-être des populations.

Les infrastructures socio-économiques sont essentielles pour améliorer le bien-être des populations. À travers leurs effets vertueux au niveau économique et social, elles posent les jalons pour assurer un développement harmonieux du bien-être des populations. Cependant, l'investissement dans les infrastructures socio-économiques seul ne garantit pas nécessairement une amélioration significative du bien-être des populations.

La promotion du bien-être des populations nécessite un ensemble de conditions mais également d'autres facteurs autres que le développement des infrastructures socio-économiques s'avère nécessaires.

Sans certaines conditions le développement en infrastructures socio-économiques risque d'échouer dans l'amélioration du bien-être des populations. En effet l'impact de ces infrastructures dépend de leur accessibilité et de leur répartition équitable. Si certaines régions ou populations sont exclues de l'accès à ces infrastructures, les inégalités pourraient persister voire s'aggraver. Les coûts d'accès prohibitifs comme des péages élevés, les frais élevés des prestations de santé peuvent nuire à l'accès aux services fournis via ces infrastructures socio-économiques. Ce qui entrave l'amélioration du bien-être des populations. En outre si les infrastructures ne sont pas de bonne qualité, elles ne peuvent répondre durablement aux besoins réels des populations. Dans ce sens des routes en mauvais

état, des écoles surpeuplées ou des hôpitaux sous- équipés ne peuvent avoir qu'un effet limité sur le bien-être des populations. Si les infrastructures ne sont pas soutenues par des services efficaces, tels que la maintenance régulière, la formation du personnel et la gestion efficace des ressources, leur effet en termes de bien-être sera fortement amoindri et perdront leur efficacité au fil du temps. Quand les infrastructures ne sont pas conçues de manière durable et résiliente pour faire face aux défis futurs tels que le changement climatique, les catastrophes naturelles et les évolutions démographiques, ces dites infrastructures ne pourront promouvoir le bien-être des populations. Soulignons également que la construction et la maintenance d'infrastructures socio-économiques solides nécessitent souvent des investissements financiers considérables qui peuvent représenter un fardeau financier pour les gouvernements, en particulier dans les pays à faible revenu ou en développement où les ressources budgétaires sont limitées. Hormis ces conditions nécessaires sans lesquelles le développement des infrastructures risque d'être un mirage pour le bien-être, il faudra également souligner que le bien-être des populations dépend d'autres facteurs autres que le développement des infrastructures socio-économiques.

L'amélioration du bien-être des population dépend d'autres facteurs autres que les infrastructures socio-économiques. Le bien- être des populations dépend également de facteurs socio-économiques plus larges tels que l'emploi, le revenu, l'éducation, la santé et la sécurité. L'investissement dans les infrastructures doit être complété par des politiques et des programmes visant à améliorer ces aspects. Le bien-être des populations dépend d'un environnement de paix et de sécurité. Les populations vivant dans des zones de guerre ne peuvent jouir des infrastructures socio-économiques. De plus la guerre contribue à détruire la plupart des infrastructures socio-économiques des Etats. La promotion de la démocratie permettant aux citoyens de jouir de leurs droits civiques et des libertés individuelles est également source d'amélioration de leur bien-être. De plus la bonne gouvernance notamment la réduction de la corruption évite que les ressources affectées à la construction des infrastructures socio-économiques et à leur entretien ne soient pas détournées à d'autres fins. Ce qui permet de développer ces infrastructures pour étendre l'accès à un nombre croissant de bénéficiaires.

La promotion du bien-être des populations mérite des conditions préalables sans lesquels l'investissement dans les infrastructures socio-économiques risque d'être un leurre sur le chemin de la promotion du bien-être des populations. En outre, plusieurs facteurs s'avèrent également nécessaires pour améliorer le bien-être des populations.

L'investissement dans les infrastructures socio-économiques joue un rôle moteur pour améliorer le bien-être des populations. Un investissement massif dans les infrastructures requiert des conditions pour atteindre ses objectifs en termes de bien-être. En outre, hormis l'investissement dans les infrastructures socio-économiques, plusieurs autres facteurs se conjuguent pour améliorer le bien-être des populations. Au regard de l'importance des infrastructures socio-économiques, l'on se pose la question suivante : Le financement des infrastructures socio-économiques est-il soutenable en Afrique ?

Sujet 6 : Comparer les systèmes économiques capitalistes et les systèmes économiques socialistes

I-ANALYSE DU SUJET :

1. Définition des termes clés :

Les systèmes économiques capitalistes et les systèmes économiques socialistes renvoient à la notion de système économique qui mérite d'être explicitée.

Un système économique : est un ensemble organisé de principes, de règles, d'institutions et de mécanismes qui régissent la production, la distribution et la consommation des biens et des services dans une société donnée. Il définit la manière dont les ressources sont allouées, les décisions économiques sont prises et les activités économiques sont organisées.

Sans entrer dans les détails, le système capitaliste se perçoit par la prépondérance du marché qui guide l'activité économique et les moyens de production sont principalement détenus et contrôlés par des individus privés et des entreprises. Alors que dans le système socialiste l'activité économique est guidée par les plans ou la planification et les moyens de production gérés sont détenus et gérés collectivement par l'État. Bien d'autres critères que nous verrons à l'issue de cette analyse permettront de distinguer les systèmes économiques capitalistes des systèmes économiques socialistes. Cette définition minimaliste a été préconisée dans l'optique de ne pas entrer dans le décortilage du sujet au stade de la compréhension des termes clés.

II-PLAN :

Le terme comparer explicitement présent dans le sujet nous permet de conclure qu'il s'agit bel et bien d'un sujet de comparaison. Le plan d'un tel sujet est du genre :

I- Points de convergence entre les systèmes économiques capitaliste et socialiste

II- Points de divergence entre les systèmes économiques capitaliste et socialiste

III- PLAN DÉTAILLÉ

INTRODUCTION 1 :

Selon Milton Friedman :« Les systèmes économiques capitalistes et socialistes représentent deux voies radicalement différentes pour la société humaine, chacune portant en elle ses propres promesses et ses propres périls ». Les systèmes économiques capitaliste et socialiste constituent les systèmes économiques majeurs de nos jours. Un système économique est un ensemble organisé de principes, de règles, d'institutions et de mécanismes qui régissent la production, la distribution et la consommation des biens et des services dans une société donnée. Il définit la manière dont les ressources sont allouées, les décisions économiques sont prises et les activités économiques sont organisées. La coexistence de ces deux systèmes économiques pose en filigrane la question de leurs mérites respectifs. Dans l'optique de privilégier un système économique par rapport à un autre et mieux orienter les choix de stratégies économiques des Etats, une analyse comparative s'impose. Dans ce cadre quelles sont les points de convergence entre ces deux systèmes économiques ? Quels sont les points sur lesquels ces deux systèmes économiques divergent ? Cette présente étude se propose d'analyser les points de convergence entre ces deux systèmes économiques et mettra par la suite en exergue les points de divergence.

INTRODUCTION 2 :

Après la seconde guerre mondiale, le monde a été divisé en deux blocs idéologiques et économiques majeurs à savoir le bloc capitaliste dirigé par les États-Unis et le bloc socialiste conduit par l'union soviétique. Ces deux superpuissances étaient en conflit idéologique et économique avec des visions différentes sur la manière dont les économies devraient être organisées et gérées. La rivalité entre ces deux blocs a marqué l'histoire mondiale pendant plusieurs décennies, avec des tensions politiques, économiques et militaires. Aujourd'hui ces deux systèmes économiques capitaliste et socialiste continuent d'exister dans le monde. Un système économique est un ensemble organisé de principes, de règles, d'institutions et de mécanismes qui régissent la production, la distribution et la consommation des biens et des services dans une société donnée. Il définit la manière dont les ressources sont allouées, les décisions économiques sont prises et les activités économiques sont

organisées. La coexistence de ces deux systèmes économiques pose en toile de fond la question de leurs mérites respectifs. Une façon de parvenir au choix d'un système par rapport à l'autre passe par une analyse comparative entre eux. Dans cette optique une analyse comparative entre ces deux systèmes s'impose en vue d'éclairer et de mieux orienter les choix de stratégies économiques des Etats. Dans ce cadre quelles sont les points de convergence entre ces deux systèmes économiques ? Quels sont les points de divergence ? Cette présente étude se propose d'analyser les points de convergence entre ces deux systèmes économiques puis se focalisera sur leurs points de divergence.

I-POINTS DE CONVERGENCE

1.1. Convergence au niveau des objectifs économiques et sociaux

- les deux systèmes économiques partagent généralement l'objectif de promouvoir la prospérité économique. Bien que les approches pour atteindre cet objectif puissent différer. Les deux systèmes visent une croissance économique soutenue pour améliorer le niveau de vie de la population ;
- les deux systèmes économiques reconnaissent l'importance des services publics tels que l'éducation, les soins de santé, les infrastructures et les services sociaux ;
- les deux systèmes cherchent à maintenir la stabilité économique en contrôlant l'inflation, en réduisant le chômage et en favorisant la stabilité financière.

1.2. Convergence au niveau de la régulation économique

- tant les systèmes capitalistes que les systèmes socialistes reconnaissent l'importance de la régulation économique pour assurer le bon fonctionnement de l'économie et protéger les intérêts des individus et de la société dans son ensemble. Cela peut inclure les réglementations, la protection des consommateurs, la sécurité au travail et la préservation de l'environnement ;
- les deux systèmes reconnaissent souvent la nécessité d'une certaine flexibilité dans la gestion économique pour s'adapter aux changements et

aux défis. Cela peut inclure des politiques de stimulation économique en période de récession, des réformes structurelles pour encourager l'innovation et la compétitivité, ainsi que des investissements dans la recherche et le développement. Les systèmes économiques capitalistes et socialistes partagent certains points communs, cependant ces deux systèmes présentent également des divergences.

II-DIVERGENCES ENTRE SYSTÈMES ÉCONOMIQUES CAPITALISTE ET SOCIALISTE

2.1. Divergence au niveau de la propriété des moyens de production

- dans le système capitaliste, les moyens de production sont principalement détenus et contrôlés par des entités privées, tandis que dans le système socialiste, ils sont souvent détenus et contrôlés par l'État.
- le capitalisme met l'accent sur la liberté individuelle, notamment la liberté de propriété et la liberté de choix économique. Ce qui permet aux individus et aux entreprises de poursuivre leurs intérêts économiques sans ingérence excessive de l'État. Tandis que le socialisme met souvent l'accent sur l'égalité collective. Ainsi dans un système économique socialiste, la liberté économique peut être limitée au profit de l'intérêt collectif et de la priorité accordée aux besoins sociaux.

2.2. Divergence au niveau du mécanisme de coordination des activités économiques

- le capitalisme repose sur le mécanisme du marché, où les forces du marché (l'offre et la demande) déterminent les prix et les quantités des biens et des services produits, tandis que le socialisme repose souvent sur une planification centrale où l'État prend les décisions économiques. Dans le capitalisme, la concurrence est encouragée entre les entreprises pour stimuler l'innovation et l'efficacité économique ;
- dans le système capitaliste, la répartition des revenus est principalement déterminée par le marché et peut entraîner des inégalités économiques, tandis que dans le socialisme, il y a souvent une tentative de répartition plus égalitaire des revenus à travers des politiques telles que la progressivité fiscale et les programmes sociaux etc.

CONCLUSION :

Les systèmes économiques capitalistes et socialistes partagent des points de convergence aussi bien au niveau des objectifs économiques et sociaux mais aussi au niveau de la régulation de l'économie dans son ensemble. Cependant ces deux systèmes diffèrent dans leur conception de la propriété des moyens de production et dans la coordination de l'activité économique. Ces deux systèmes au regard des divergences qu'ils entretiennent, induisent des effets variés au niveau des différentes économies dans lesquelles ils sont implémentés. En outre les approches spécifiques pour atteindre les objectifs économiques et sociaux peuvent varier en fonction des valeurs, des priorités et des circonstances politiques de chaque pays. Dans un tel cadre l'on se pose la question suivante : **Lequel des systèmes capitaliste et socialiste est plus bénéfique pour les pays en développement ?**